



## Comme en Seine-Saint-Denis, exigeons partout des moyens pour l'Éducation à la hauteur des besoins

La grève du 26 février, à l'appel de l'intersyndicale CGT Éduc'action 93, CNT Éducation 93, FSU 93 et SUD éducation 93, dès la rentrée des congés d'hiver, dans les écoles et établissements de Seine-Saint-Denis a été un succès avec 40% de personnels grévistes dans le second degré, de nombreuses écoles fermées et une assemblée générale de 150 personnes, représentant 61 établissements, appelant à reconduire le mouvement le 27 février.

La CGT Éduc'action soutient pleinement les personnels du 93, département le plus pauvre de métropole et l'un des moins bien dotés en termes de services publics, en lutte pour un plan d'urgence dans l'Éducation et contre le « choc des savoirs » et appelle à élargir la mobilisation partout en France.

Ce n'est pas un « choc des savoirs » légitimant le séparatisme scolaire et le tri social dont a besoin l'Éducation nationale mais bien d'un choc des moyens, partout, suivant les besoins !

C'est pourquoi, la CGT Éduc'action soutient toutes les mobilisations locales décidées par les personnels des zones C et A durant cette semaine et la suivante et les appelle à participer massivement à la grève et manifestations féministes du 8 mars.

Elle appelle l'ensemble des personnels à faire de la semaine du 11 mars une semaine de mobilisations, grèves, AG, heures d'information syndicale et tournées d'écoles, établissements et services...

Enfin elle appelle l'ensemble des personnels à être massivement en grève le 19 mars avec toute la Fonction publique et à mettre en débat la reconduction du mouvement après le 19.

Dans l'immédiat, la CGT Éduc'action exige l'abandon du Choc des savoirs et des créations massives de postes dans tous les corps, ce qui commence par l'abandon des suppressions de postes prévues pour la rentrée 2024 et l'attribution des heures dédiées aux groupes de niveau à la baisse des effectifs par classe ; l'abandon du Pacte au bénéfice d'une revalorisation salariale sans condition, de la réforme du LP et des évaluations nationales ; une augmentation indiciaire de 400 € net de l'ensemble des personnels ; un statut de catégorie B pour les AESH.

C'est par une mobilisation dans la durée que nous obtiendrons les inévitables transformations au service des personnels et des élèves avec l'abandon de la réforme des retraites et de toutes les réformes de tri social, la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat, l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'inflation et l'ouverture de négociations sur les grilles salariales.

Montreuil, le 29 février 2024

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

CGT Éduc'action

263, rue de Paris Case 549 93515 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 76 55



[www.cgteduc.fr](http://www.cgteduc.fr)



[unsen@cgteduc.fr](mailto:unsen@cgteduc.fr)



@CGTEducationofficiel



@cgt\_educ



@cgteducation